

COP 2021

DROITS DE L'HOMME – CONDITIONS DE TRAVAIL – ENVIRONNEMENT DURABLE – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE (RSE) – 17 OBJECTIFS DES NATIONS UNIES (ODD) – GOUVERNANCE ET LEADERSHIP



COMMUNICATION
SUR LE PROGRÈS



Ceci est notre **Communication sur le Progrès** sur la mise en œuvre des Dix principes du **Pacte mondial des Nations Unies** et soutenant les objectifs des Nations Unies.

Nous apprécierions vos commentaires sur son contenu.

3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES



7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE



8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



SOMMAIRE

02

AVANT PROPOS

04 LETTRE D'ENGAGEMENT
DU PRÉSIDENT

05 MOT DU PRÉSIDENT/CEO

06

COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...

08 UNE ÉQUIPE À FORTE VALEUR AJOUTÉE

09 L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD

13 NOS BONNES PRATIQUES ET NOS
PROGRÈS

29

LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED

- DROITS DE L'HOMME
- CONDITIONS DE TRAVAIL
- ENVIRONNEMENT DURABLE
- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
- SOUTENIR LES OBJECTIFS DES
NATIONS UNIES
- GOUVERNANCE & LEADERSHIP
DE LA RSE

AVANT-PROPOS

Dans cette COP 2021, les informations fournies par L'AARPI Miguérès Moulin sont toutes issues de la politique Développement Durable mise en place par un important Cabinet au Québec (CANADA) à forte notoriété en la matière ; à savoir BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., Cabinet tiers crédible, à Montréal qui incube les exécutifs de L'AARPI Miguérès Moulin, en coaching exécutif sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Et ce, dans le cadre d'un partenariat franco-québécois *.

BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. est positionné sur la niche de marché de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, l'ISO 26000 et le Master Coaching exécutif certifié par l'*International Coaching Federation* (ICF) pour l'implémentation des stratégies de Développement Durable. En outre, BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. est un Cabinet expert du [Fonds Écoleader](#) (Québec, Canada) en pratiques d'affaires écoresponsables et en technologies propres. Aussi, le Président du Cabinet qui supervise cette COP siège en tant qu'expert à la Commission de l'AFNOR, en France, intitulée "Développement Durable - Responsabilité Sociétale" (AFNOR/DDRS), pour le compte du Cabinet Miguérès Moulin. Cette commission vise à suivre, accompagner et faciliter l'application de la norme ISO 26000 "Lignes directrices relatives à la Responsabilité Sociétale".

En outre, dans sa partie comptable et financière, cette politique est gérée par un tiers crédible respectant la législation française. En effet, L'AARPI Miguérès Moulin confie sa comptabilité à un Cabinet comptable tiers français agréé par les autorités officielles françaises. Ce Cabinet comptable s'occupe de la conformité en la matière.

* <https://www.prnewswire.com/news-releases/benkhalifa-cabinet--mbc-inc-a-montreal-et-laarpi-miguieres-moulin-a-paris-lancent-louverture-du-premier-espace-arm-france-quebec-294853001.html>

AVANT-PROPOS

Les objectifs et indicateurs fixés par l'AARPI Miguérès Moulin, pour la période, sont décrites dans la page 13, dédiée à la présentation de nos progrès.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) concernés sont les suivants :

ODD 3 « Bonne Santé & Bien-Être » ;

ODD 4 « Éducation de qualité » ;

ODD 5 « Égalité entre les sexes » ;

ODD 7 « Énergie Propre et d'un coût abordable » ;

ODD 8 « Travail décent et croissance économique » ;

ODD 10 « Inégalités réduites » ;

ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » ;

ODD 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » ;

ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».



Luc Miguérès
Emmanuel Moulin
Valérie Bensoussan
Budes – Hilaire de La Roche

Paola Garnier*
Bertrand Verdier
Mohamed Benkhalifa*
Daniel Mainguy*
Yves Miguérès*
Akilo Nasawa
Natali Aleksic
Martin Valluis
Anaëlle Bund

*Barreaux de Milan et de Paris (Dir. 98/5/Ce)
*Responsable du Département « Responsabilité Sociétale
des Entreprise (RSE) & Développement Durable »
*Professeur Agrégé des facultés de Droit
*Maître de Conférences Associé (Paris-Sud 11)

EM/LP

Réf : **PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES | UN GLOBAL COMPACT COP 2021**

À Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT | CEO

À l'issue de dix années d'engagement au Pacte Mondial des Nations Unies, fortes en expériences RSE, nous sommes à même de croire en notre pouvoir de changement pour offrir un meilleur horizon aux générations futures.

À ce propos, nous, membres de L'AARPI Miguérès Moulin, communiquons, auprès de l'honorable Secrétaire Général, notre intention de renforcer nos pratiques d'intégration des 21 critères du « *GC Advanced* » et des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies. Faire face à notre responsabilité d'avocats éthiques, et revaloriser toute action entreprise dans le sens des atteintes des Objectifs de Développement Durable ; conforte notre mission et nous incite à structurer davantage notre démarche.

Dans ce sens, la stratégie RSE déployée par le Cabinet ne cesse de s'étendre ; la présente communication sur le progrès (COP 2021) en témoigne.



45 avenue Montaigne
75008 Paris - FRANCE
Tel. +33 1 72 00 23 72
contact@mmlaw.fr

À l'honorable Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur António Guterres,

Paris, le vendredi 06 Mai 2022,

De prime abord, le Cabinet poursuit sa démarche d'accompagnement des jeunes entrepreneurs et des entreprises innovantes, engagés dans le Développement Durable.

À travers ses deux programmes dédiés : Le Mécénat by MMLAW et CIHUB, il offre ses services en pro Bono ou à des tarifs préférentiels, en conseil et stratégie juridique principalement. En accord avec les **ODD 5**, **ODD 8** et **ODD 10**, la sélection des projets et les recrutements, au sein du Cabinet, applique la discrimination positive et privilégie, à compétences égales, l'accueil des femmes et/ou de la diversité.

À l'heure actuelle, trois projets importants sont pris en charge par le CIHUB. Une mobilisation particulière de nos équipes a été orientée vers l'hydrogène vert, comme biocombustible d'avenir, capable d'accompagner la transition énergétique, en cours. Deux entreprises d'envergures, répondant à l'**ODD 13** et l'**ODD 7**, sont appuyées.

Depuis son lancement, ENERGY OBSERVER bénéficie d'un accompagnement de premier plan. Sa toute dernière innovation consiste en la construction d'un bateau de commerce de taille moyenne, carburant à l'hydrogène liquide, avec zéro émission. Le deuxième projet, récemment sélectionné, ENERALYS – EcoH2, est une jeune société visant à devenir Leader du marché de la mobilité des territoires en termes de fabrication d'hydrogène vert.

Le troisième projet soutenu s'intéresse à l'amélioration de l'éducation par la création d'une plateforme d'entraide scolaire entre élèves et étudiants. Cette initiative s'inscrit dans les principes de l'« Éducation de qualité » de l'**ODD 4**.

Par ailleurs, imprégné par la stratégie RSE mise en place, notre savoir-faire a structuré nos pratiques autour des mécanismes de paix et de justice, cœur de notre métier et principales thématiques de l'**ODD 16**.

L'efficacité de nos interventions dans le Développement Durable a été fortement impactée par deux partenariats de choix (**ODD 17**). D'abord avec le Cabinet Canadien BENKHALIFA CABINET (MBC) INC., et le réseau Business Angel Santé (BA), impliquant MMLAW comme membre de son conseil d'Administration. Notre appartenance à ce réseau et la rigueur de l'application du protocole sanitaire relatif à la Covid-19 permettent au cabinet de s'impliquer en termes de "Bonne Santé & Bien-Être", objet de l'**ODD 3**. En outre, nous poursuivons nos fructueux échanges d'expérience dans le cadre du réseau Techfast que nous avons initié avec nos partenaires, dans le cadre des technologies digitales du futur.

Ainsi, et au regard des progrès réalisés en cette année 2021, nous restons à l'affût des idées novatrices, porteuses d'un véritable changement, afin de contribuer à leurs développements. Faisant foi d'une grande motivation, à ce sujet, nos actes font échos aux principes fondamentaux du métier d'Avocat. Aussi, faut-il croire avec force que du simple geste au projet de taille, les préceptes du Développement Durable sont un apprentissage continu que nous comptons promouvoir.

Me Emmanuel Moulin, Président | CEO
Avocat au Barreau de Paris

LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT



Me Emmanuel Moulin
PRÉSIDENT | CEO

MOT DU PRÉSIDENT/CEO

« Nous sommes convaincus, aujourd’hui, qu’impacter, par l’action bienveillante et responsable vis-à-vis de l’humain et de son environnement, est partie intégrante de notre statut d’avocats éthiques. Outre le savoir-faire, le savoir-être place les valeurs en priorités quant à l’exercice et au sens que l’on donne à notre métier.

Notre engagement dans la Responsabilité Sociétale (RSE), lors de cette décennie, a conduit une démarche globale et proactive autour du Développement Durable. L’apprentissage porté à notre conscience nous motive pour agir davantage en ce sens et soutenir activement toute pratique liée au vivre ensemble en paix.

J’appelle vivement, toute structure désireuse de passer à l’action, à rejoindre cette vague mondiale de l’éco-transition et à contribuer de la manière qu’elle entend.

Multiplier les efforts et alimenter la conscience collective dans cette ouverture universelle vers les générations futures, constituent des facteurs de changements indéniables, pour le respect et la protection du vivant. »

COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...

Établissement de renommée nationale et internationale, le Cabinet Miguérès Moulin, fondé par Me Luc Miguérès et Me Emmanuel Moulin en 2010, se démarque par sa diversité, son ouverture sur plusieurs disciplines et son engagement vis-à-vis du Développement Durable.

Doté de compétences à forte valeur ajoutée, le Cabinet déploie ses atouts en droit des affaires, à l'échelle locale et internationale, pour accompagner les entreprises et les dirigeants de premier plan, en corporate, M&A, private equity, droit social, fiscalité, IP/IT et contentieux.

Le champ d'intervention des avocats du Cabinet couvre aussi bien les dossiers immédiats et ponctuels, que l'élaboration des stratégies juridiques à court, moyen et long terme. Et ce, dans tous les domaines économiques dont : l'industrie, la restauration, la construction, le luxe, le commerce en ligne, les medtech/biotech, l'audiovisuel et le sport professionnel.



COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...

Mise à disposition des clients, cette expertise est renforcée par l'appartenance du Cabinet au réseau Alliance of Business Lawyers (ABL), dont il est membre fondateur ; ce qui facilite l'accès aux services d'une cinquantaine de cabinets et de 900 avocats à travers le monde.

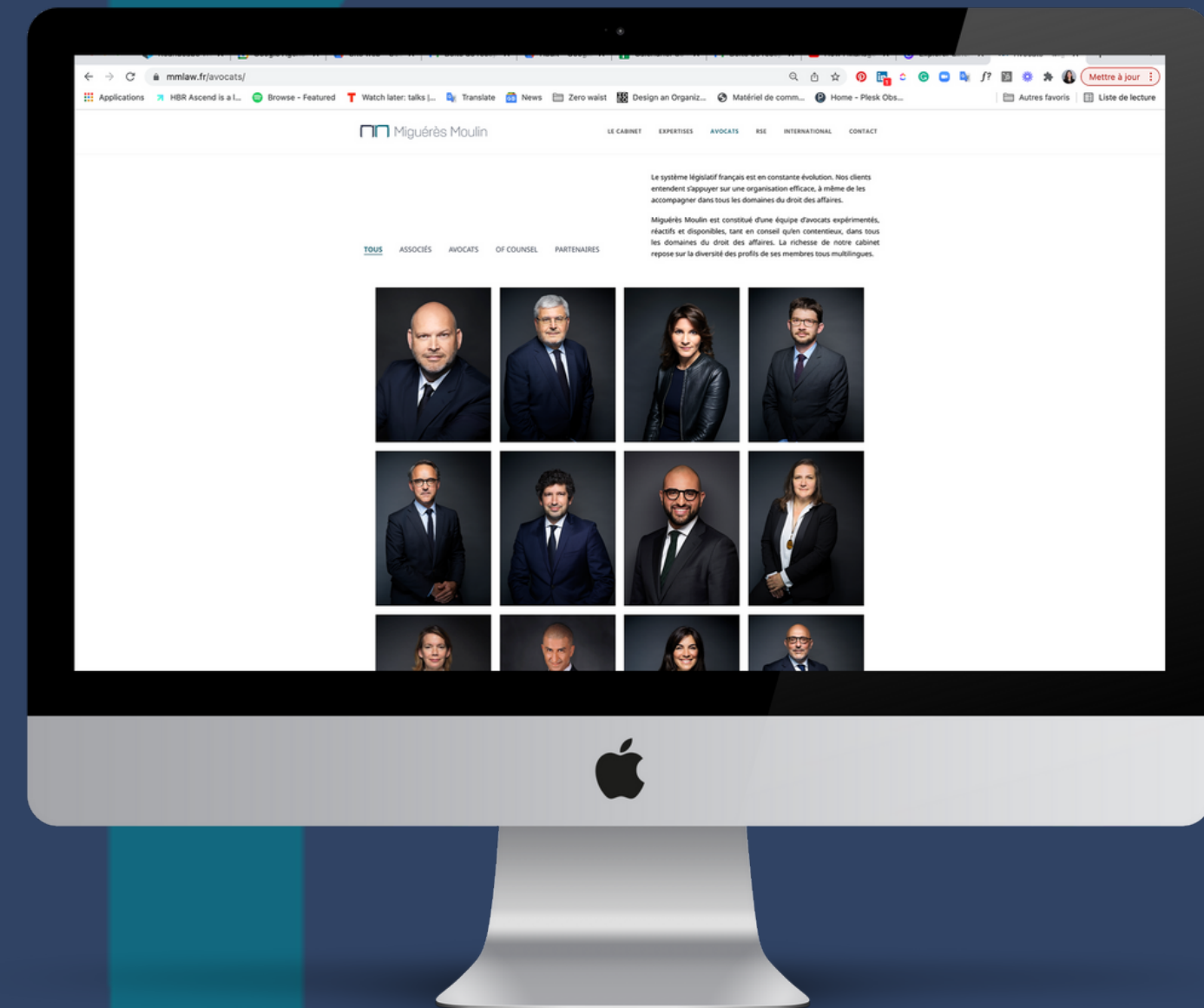
Par ailleurs, la composante RSE entreprise par le cabinet depuis 2012, date de son adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies, prend chaque année de l'ampleur. Ceci témoigne de son engagement vis-à-vis des 10 principes y afférents, liés aux droits de l'Homme, aux normes du travail, de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Cet aspect est mis en action à travers une offre de service dédiée aux entreprises innovantes et avant-gardistes, également auprès des start-up, opérant dans les secteurs de la protection de l'environnement et des énergies vertes.



UNE ÉQUIPE À FORTE VALEUR AJOUTÉE

L'AARPI Miguérès Moulin est constituée d'une équipe d'avocats expérimentés, réactifs et disponibles, tant en conseil qu'en contentieux, dans tous les domaines du droit des affaires. La richesse de notre Cabinet repose sur la diversité des profils de ses membres tous multilingues. Nous veillons à l'Excellence de nos binômes associés/collaborateurs. Les avocats sont tous des spécialistes dans leurs domaines et confrontent leurs jugements au sein d'équipes pluridisciplinaires dirigées par des associés expérimentés. La formation académique de nos membres, leur multiculturalisme, leur pratique de nombreuses langues étrangères, ainsi que la dimension « boutique » du Cabinet, ont contribué, de longue date, à l'établissement de relations de confiance unique. Elles sont l'essence même du Cabinet. Le large panel de compétences assure chaque client d'un règlement d'ensemble de ses problématiques opérationnelles, juridiques et judiciaires.



L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD



Me EMMANUEL MOULIN
Leadership
CEO



Me MOHAMED BENKHALIFA
Savoir-Faire
CAO



Me VALÉRIE BENSOUSSAN
Gestion de Changement
Change Leader

Célébrer le succès en accompagnant la réussite motive notre action responsable au quotidien. Au sein de notre Cabinet, la valeur humaine est au cœur de notre processus de reconnaissance de la compétence acquise du responsable et de ses collaborateurs. Cette dynamique de motivation fait partie de la culture de notre organisation. Cette pratique garantit, pour ainsi dire, notre volonté d'agir, dans la confiance, en cohérence avec notre socle de valeurs et celui de notre mode de gouvernance.

Aussi, un système de gratification financière d'intéressement et de participation de nos collaborateurs est utilisé pour encourager l'apport d'affaires et la performance dans la gestion des dossiers délégués, tout en sensibilisant aux enjeux du Développement Durable. Depuis 2013, nous encourageons, régulièrement, notre écosystème à s'impliquer dans la redistribution des richesses par la contribution dans les causes sociales. Nos efforts constants nous ont permis, pour 2021-2022, de recevoir les honneurs du Décideurs Magazine Leaders League.

L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD PARTAGE DE LA RÉUSSITE

Classement d'Option Droits & Affaires 2021

Meilleurs cabinets d'avocats en Fusions-Acquisitions (opérations jusqu'à 200 M €)

Classement international du guide Décideurs Magazine

Groupe Leaders League 2021

FORTE NOTORIÉTÉ

Contentieux & Arbitrage – Contentieux commercial

PRATIQUE RÉPUTÉE

Fusions & Acquisitions (opérations jusqu'à 75M €)

Capital investissement (opérations LBO lower mid & small-cap)

Contentieux & Arbitrage (contentieux financier & haut de bilan)

Droit social (gestion sociale des M&A et audits sociaux)

Droit social (négociations collectives et relations sociales)

Ressources humaines (sécurité sociale)

L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD

PARTAGE DU SAVOIR-FAIRE

Confié à l'expertise du tiers crédible BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., à Montréal, le Département RSE - Développement Durable est spécialisé dans :

- Les différents processus de communication en lien avec les modes de gouvernance ;
- L'innovation, la conduite et le management du changement ;
- La gestion de la performance et des talents ;
- Les plans de formation et de développement stratégique.

L'AARPI Miguérès Moulin s'appuie sur le savoir-faire de ce département spécifique pour le Développement Durable afin d'accompagner ses clients, en la matière, dans une démarche cadrée et ainsi répondre aux prospectives d'un territoire ou d'une organisation de façon innovante.

Cette action est une première du genre dans un Cabinet d'avocats parisien. Ainsi, la vision de notre Cabinet se veut transversale. Et ce, pour l'aide à la décision stratégique et l'implémentation des principaux référentiels en cohérence avec la démarche «Responsabilité Sociétale (RSE) - Développement Durable» (Normes ISO 26000, 14000, 9000, ITIL, COBIT, United Nations Global Compact, Agenda 21 Local...).

L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD

PARTAGE DU CHANGEMENT

12

Le partage des richesses internes de l'organisation ne serait possible sans la création de valeur ajoutée inhérente au métier d'avocat, en suivant des fondamentaux qui trouvent leur inspiration dans les valeurs premières de notre Cabinet.

C'est dans ce cadre que l'AARPI Miguérès Moulin a nommé Me Valérie Bensoussan Leader du Changement - *Change Leader*.

En effet, nous avons la conviction que, pour participer à un changement global, nous devons tout d'abord changer nous-même. Me Bensoussan a relevé ce challenge avec la compréhension qu'il est difficile pour une entreprise de changer si ses membres ne changent pas. Elle est donc chargée de la communication interne et de mobiliser les équipes, afin qu'il y ait une implication réelle de tous nos collaborateurs dans les actions entreprises par notre Cabinet.

Aussi, nous sommes désireux de contribuer à l'effort mondial, et par la même supporter le renforcement des actions d'appui à l'autonomisation de la femme, à l'entrepreneuriat et à l'aide à la création d'entreprises. Et ce, loin de faire de l'assistanat, nous encourageons, in fine, *l'empowerment et le management du changement*.

Avec ce véritable processus d'autonomisation en tête, notre Cabinet, offre des services adaptés aux réalités des individus déterminés à entreprendre.

LA MISSION DU LEADER DU CHANGEMENT EST :

- L'identification des actions tout en s'appliquant à évoluer en tant qu'acteur ;
- La diffusion permanente de l'information aux parties prenantes ainsi que l'appui à leur engagement ;
- Le partage des bonnes pratiques collectives ;
- La mesure des effets des différentes actions ;
- La communication des résultats en interne.



NOS BONNES PRATIQUES & NOS PROGRÈS



NOTRE ENGAGEMENT

À L'HEURE OÙ LA SANTÉ EST PROMUE À LA PRIORITÉ ULTIME, NOUS NOUS ENGAGEONS À NOUS INVESTIR DAVANTAGE DANS LES STRUCTURES AYANT UN FORT POTENTIEL DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ.

NOTRE DÉMARCHE

Sensibiliser et appliquer un système de prévention

Depuis la pandémie mondiale du covid-19, nous appliquons précautionneusement le protocole sanitaire mis en place à cet effet ; et sensibilisons tous les intervenants à la rigueur de son maintien pour protéger et prévenir les risques y afférents.

Bien-Être au travail

Nous veillons, dans nos bureaux, à favoriser les conditions de bien-être nécessaires à nos collaborateurs, stagiaires et clients. Des produits issus de l'agriculture biologique sont offerts, ainsi que des collations santé (sans sucre ajouté, ingrédients naturels, cacao à plus de 70%,...).

Accompagner les entreprises du secteur de la santé

MMLAW, adhérent du réseau Business Angel Santé (BA) et membre de son conseil d'administration, intervient dans l'accompagnement des jeunes entreprises responsables, innovantes et actives dans le domaine médical. Il contribue, ainsi, à la construction d'un écosystème favorable à la création de nouvelles solutions santé, plus accessibles et hautement efficaces.



NOTRE ENGAGEMENT

NOUS MISONNONS SUR LES PROJETS ÉDUCATIFS INNOVANTS, POUR EN FAIRE UN LEVIER DE TRANSITION VERS UNE PRATIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE GÉNÉRALISÉE.



NOTRE DÉMARCHE

Accompagner les solutions d'éducation innovantes et responsables

Notre cabinet soutient et promeut les jeunes entreprises, investies dans le développement d'outils et d'infrastructures pédagogiques innovants.

Dans ce contexte, nous accompagnons le projet **Extrastudent**, depuis quatre ans dans toutes ses démarches juridiques. Le côté novateur de cette plateforme didactique, créée par un jeune de 17 ans, réside en son riche apport de partage entre élèves et étudiants. Au-delà de son côté éducatif, **Extrastudent** permet un retour vers l'esprit communautaire, collaboratif et créatif. La préparation des supports à l'attention d'autrui, renforce les aptitudes didactiques et permet une montée en compétences. Ces nombreux avantages, motivent nos énergies à nous impliquer davantage dans ce secteur.



NOTRE ENGAGEMENT

L'INÉGALITÉ HOMME-FEMME ÉTANT UN HANDICAP AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE, NOUS SOMMES DÉTERMINÉS À CONTRIBUER DANS LE SENS D'UN RENFORCEMENT DU LEADERSHIP FÉMININ.

NOTRE DÉMARCHE

Un programme de recrutement en faveur des femmes

Conscients de la dominance masculine dans les métiers du droit et de la justice, nous avons mis en place un programme de recrutement et d'intégration des stagiaires, basé sur la discrimination positive. À compétences égales, nous privilégions l'accueil des femmes.



ODD 8 & ODD 10



NOTRE ENGAGEMENT

LE BESOIN IMMÉDIAT D'ÉGALITÉS, INHÉRENT À UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE, NOUS MOTIVE À CONCENTRER NOS EFFORTS SUR L'EMPLOI, AUTANT QUE POSSIBLE, DE LA DIVERSITÉ.

NOTRE DÉMARCHÉ

Revaloriser les talents, sans exception

L'implémentation des processus d'accueil des personnes issues de la diversité, fait partie de nos pratiques d'embauche. Redonner le droit d'un travail décent à toute personne active, sans exception, et revaloriser ses capacités et ses talents est un moyen de contribution efficace à la construction d'une économie durable, inclusive et humaniste.





NOTRE ENGAGEMENT

NOUS SOMMES DÉTERMINÉS À AGIR, AVEC FORCE ET PERSÉVÉRANCE, POUR PRÉSERVER LA PLANÈTE. ET CE, EN S'ENGAGEANT DANS LA LUTTE CONTRE LES SOURCES DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET EN SOUTENANT LES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DURABLES.

NOTRE DÉMARCHÉ

Transformer le secteur du transport maritime

Par un accompagnement de premier plan, du projet ENERGY OBSERVER et ENERGY OBSERVER 2, nous contribuons au développement de nouveaux bateaux de commerce, respectueux vis-à-vis de l'environnement et du vivant. Carburant à l'hydrogène liquide, énergie

renouvelable et propre, fabriqué par la filiale industrielle de la même entreprise, ce type de technologie permet zéro émission, réduisant d'une façon draconienne les sources de dioxyde de carbone, responsable premier des changements climatiques. Une révolution dans le secteur du transport maritime, et à terme pour tout le domaine globalement.

Promouvoir la production d'énergie renouvelable

L'accès aux énergies propres du point de vue technologie et coûts constitue, aujourd'hui, l'un des défis à relever, aux fins de démocratisation. L'entreprise ENERALYS – EcoH2 nous a inspiré dans ce sens, par ses ambitions de se positionner en tant que Leader dans la production d'hydrogène liquide, à destination des zones isolées et éloignées des centres de production à grande échelle.

Nos équipes, par le conseil juridique essentiellement, commence tout juste à accompagner cette jeune entreprise dans son envol.



NOTRE ENGAGEMENT

LE CŒUR DE MÉTIER D'AVOCAT NOUS CONVOQUE, DANS SES SOURCES FONDAMENTALES, À METTRE EN PLACE ET À APPLIQUER LE PROCESSUS DE PAIX COMME PRINCIPE PREMIER, À TRAVERS UNE JUSTICE DURABLE.



NOTRE DÉMARCHE

Promouvoir le vivre ensemble en paix

La justice, indissociable à la paix, se positionne en outil puissant dans la pacification des sociétés et l'application, par conséquent du Développement Durable à grande échelle.

Nos pratiques émanant d'une éthique de rigueur et d'une profonde conscience de l'impact que peuvent avoir les mécanismes de justice choisis ; sont orientés vers le respect total de la déontologie du métier d'avocat et le recours à la médiation autant que possible. Ce savoir-faire et savoir-être que nous cultivons, est célébré, chaque année lors de la JIVEP (*Journée Internationale du vivre ensemble en paix*).



NOTRE ENGAGEMENT

RENFORCER LA MOBILISATION, PAR LA MISE EN PLACE DE PARTENARIATS DE CHOIX, EST UNE DÉCISION DE NOTRE CABINET.

NOTRE DÉMARCHE

S'unir pour agir

S'unir pour constituer une force agissante et puissante dans la réalisation des ODD, est un acte nécessaire pour alimenter ce souffle transformateur du monde, en faveur du Développement Durable. Partage et Echanges responsables sont de mises, dans l'installation de nos partenariats.

D'ailleurs, une attention particulière est accordée, à la sélection de partenaires ayant une vision proche de celle de notre Cabinet.

Ensemble pour la santé pour tous

Notre appartenance au réseau Business Angel Santé, crée l'opportunité pour le Cabinet de s'investir dans le secteur de la santé. Ce dernier, étant aujourd'hui, un sujet de préoccupation universel, notamment suite à la pandémie de la Covid-19, nos efforts se conjuguent avec les professionnels prônant la santé accessible à tous.

Ensemble pour le développement de la RSE

Bénéficiant de l'expertise du cabinet Canadien BENKHALIFA CABINET (MBC) INC. en matière de RSE, nous développons nos démarches à ce propos dans une optique de renforcement continu et nous nous impliquons davantage pour l'intégrer dans l'ensemble de nos pratiques.

Ensemble pour l'innovation technologique

Récemment, nous avons initiés, avec nos partenaires la création du réseau Techfast, en vue de fructueux échanges autour de la promotion et le développement des technologies digitales du futur.

Le Mécénat

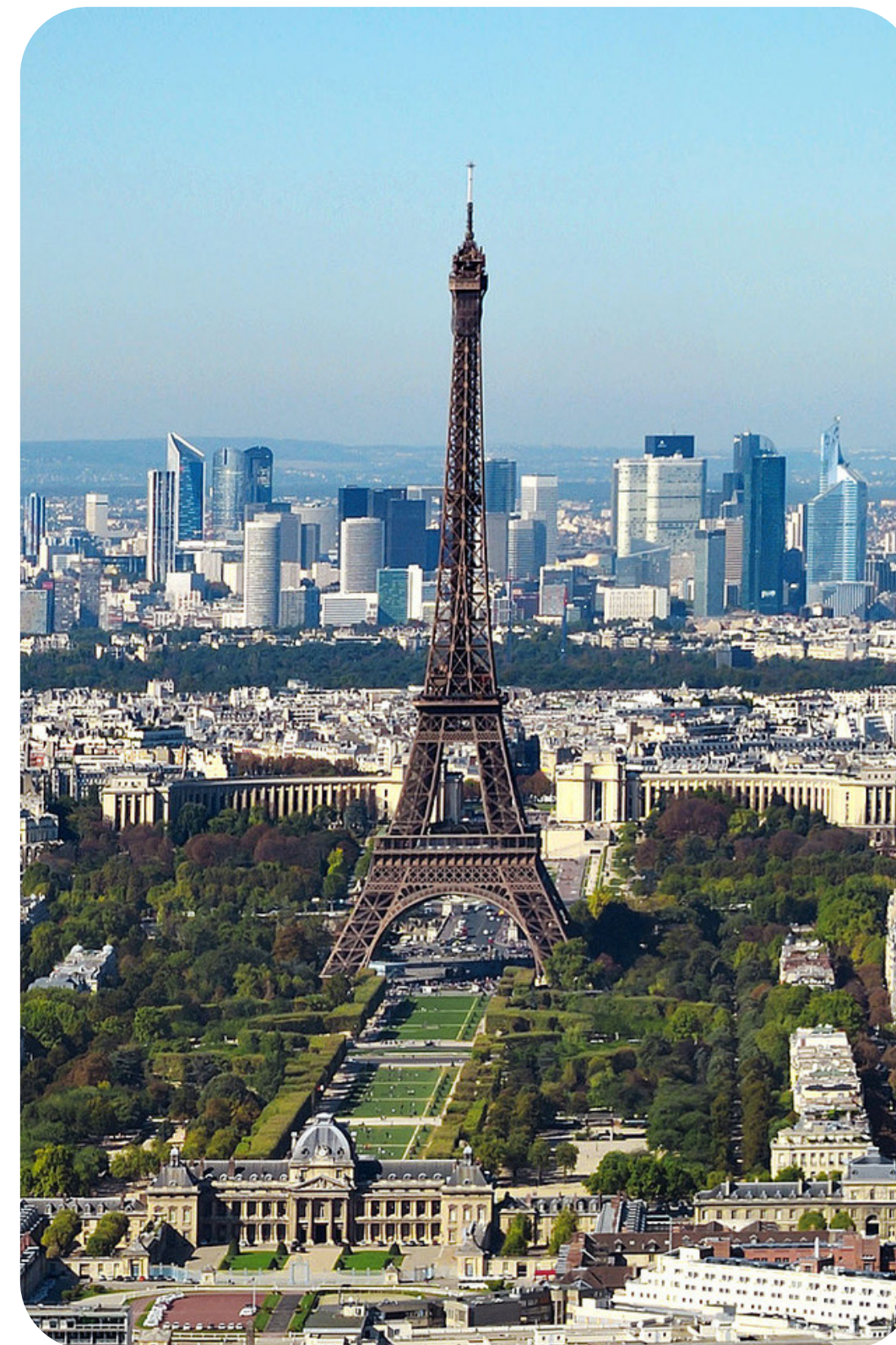
Le programme Mécénat by MMLAW est destiné aux entreprises innovantes et visionnaires, capables de se positionner comme acteur de changement sociétal. Il intervient essentiellement dans l'accompagnement juridique et, le cas échéant, financier.

POUR BÉNÉFICIER D'UN MÉCÉNAT

- Il faut être un organisme ou une œuvre d'intérêt général ;
- L'activité exercée par l'organisme doit être non lucrative et non concurrentielle ; et sa gestion doit être désintéressée.

CE QUE VOUS APPORTE LE MÉCÉNAT

- L'organisme bénéficie de l'expertise du mécène qui l'accompagne et l'assiste dans sa gestion, lui permettant ainsi de gagner en compétences et en autonomie dans de nouveaux domaines ;
- L'accompagnement par un mécène, grâce au réseau de celui-ci, participe au développement de la notoriété de l'organisme qu'il accompagne et renforce sa crédibilité.



Le programme CIHUB

Parce que les premiers fonds sont les plus difficiles à lever et que tout projet en *seed* doit être parfaitement structuré.

Taillé sur mesure, le CIHUB est un programme complet qui accompagne les entrepreneurs sélectionnés, notamment les jeunes, également tout type d'entreprise dont les valeurs s'alignent avec celles du Cabinet.

Quelles conditions pour intégrer Le CIHUB ?

- Être un entrepreneur en *early stage* ou plus expérimenté (tous âges – tous secteurs – tous parcours) ;
- Être une PME souhaitant amorcer un virage technologique (innovation interne – investissements au capital de start-up – croissance externe) ;
- Porter un projet opportun et réaliste.

Être membre du CIHub, c'est :

- Bénéficier des conseils sur-mesure d'experts pluridisciplinaires (juridique, comptabilité, finance, IP-IT, marketing...) ;
- Être coaché à plusieurs reprises, point par point, par nos experts pour challenger, voire améliorer les matières clés de votre projet ;
- S'entraîner à pitcher face à un groupe d'experts.

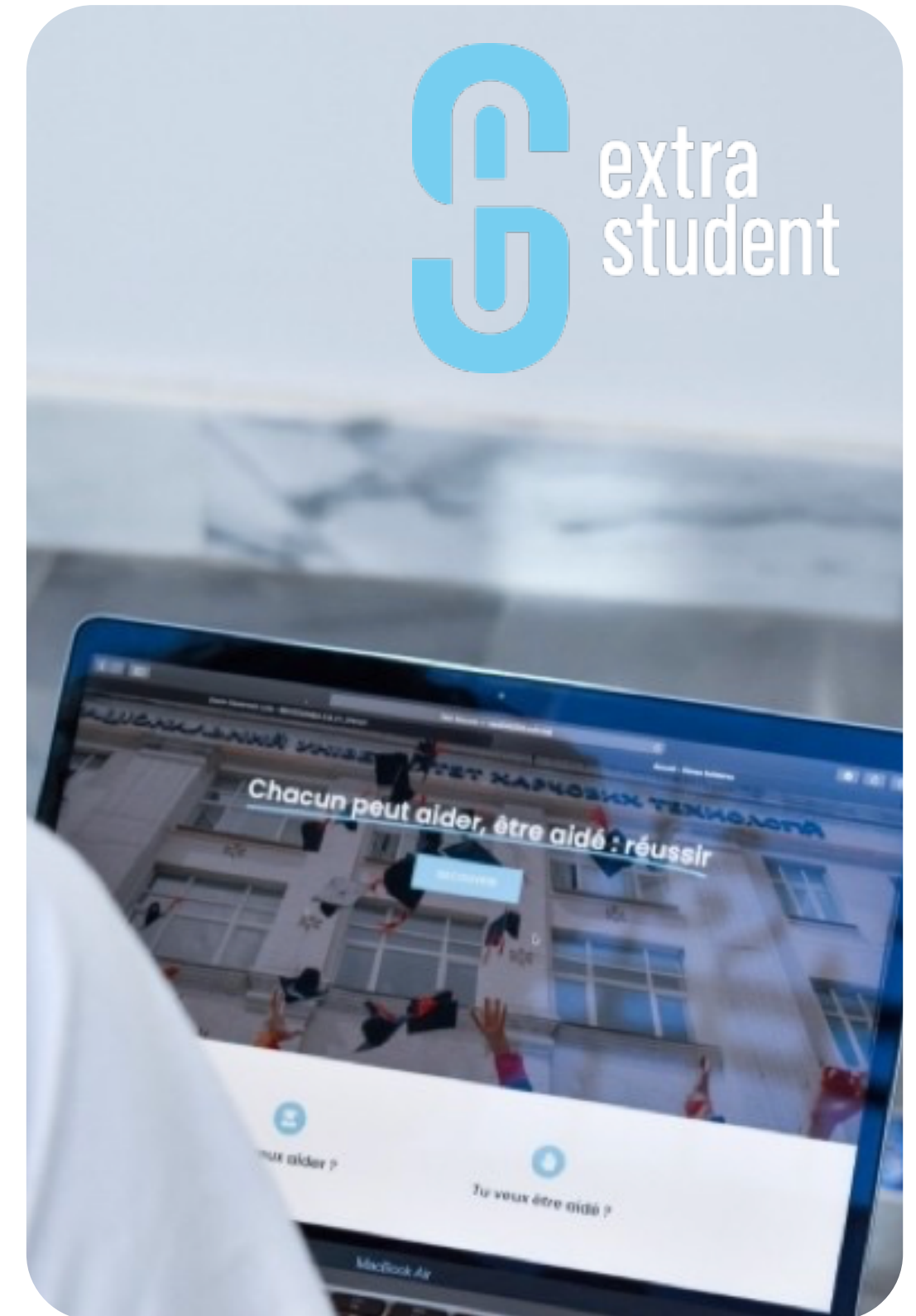
Pour les PME, avoir un accès privilégié à des projets et à un réseau d'experts qualifiés.

Le Projet Extrastudent

Soutenu par CIHUB by MMLAW depuis 2020, la plateforme électronique éducative et gratuite Extrastudent se dédie exclusivement à l'entraide scolaire entre élèves et étudiants.

Organisée en espace de partage didactique important, alimentée par les élèves, elle est également dotée d'un forum et d'un Chat privé permettant aux utilisateurs d'interagir à divers sujets.

Dans son élan, le Cabinet met à disposition d'Extrastudent, un accompagnement privilégié, totalement pro Bono, ; et ce depuis sa création. Les services offerts couvrent notamment les besoins juridiques de la plateforme (fondation de la société, recrutement, dépôt et protection de la marque,...) et l'accompagnement des stratégies liées à sa croissance. La dernière en date étant la première levée de fonds du projet.



Récemment accueilli dans le CIHUB by MMLAW, en décembre 2021, ENERALYS se spécialise dans la production d'hydrogène renouvelable, à destination des zones isolées et celles éloignées des sites de grandes productions.

L'objectif de la jeune entreprise étant de se positionner en Leader du marché de la mobilité dans les territoires. Au travers de sa filiale ECOH2, elle compte démarrer ses activités par la création d'un site de 10 MW pour alimenter une ferme scolaire du Gard (30).

Contribuer à la transition énergétique par des pratiques innovantes de production d'hydrogène 100% vert, engage ENERALYS dans la massification de la production, l'utilisation des énergies renouvelables locales et l'intégration réseau.

L'accompagnement de cette jeune pousse, par le Cabinet, vient tout juste de débuter, dans l'enthousiasme et la détermination.



ENERGY OBSERVER

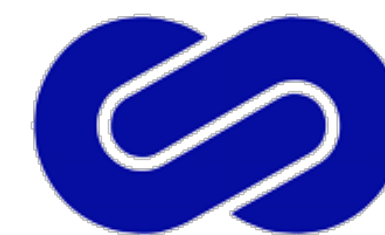
ENERGY OBSERVER est considéré comme Ambassadeur des solutions alternatives pour le futur et Leader en France pour ses solutions proposées en réponse aux objectifs du plan France Hydrogène.

ENERGY OBSERVER, premier navire-laboratoire utilisant l'hydrogène vert comme source énergétique unique et à émission zéro carbone et zéro effet de serre, est un projet phare au Cabinet. Depuis 2017, le cabinet accompagne ENERGY OBSERVER de différentes manières. En effet, en 2020, toute l'équipe MMLaw est mobilisée :

- Participation à la levée de fonds qui a atteint les 20 millions d'Euros ;
- Accompagnement du projet sur tous les aspects juridiques ;
- Les services offerts restent de l'ordre de conditions tarifaires intéressantes.

En 2019, ENERGY OBSERVER a fait l'annonce du passage à l'industrialisation des technologies développées et a également procédé à plusieurs améliorations technologiques dont celles des panneaux solaires avec exploitation de nombreuses surfaces, même les plus réduites.

En septembre 2020, ENERGY OBSERVER procède à la première démonstration des solutions terrestres et maritimes.



ENERGY OBSERVER



Dans le sillage du navire-laboratoire ENERGY OBSERVER 1 (EO1), et suite au vif succès de l'expérience, un deuxième projet a été lancé, cette fois pour une application commerciale avec une approche centrée sur le transport maritime.

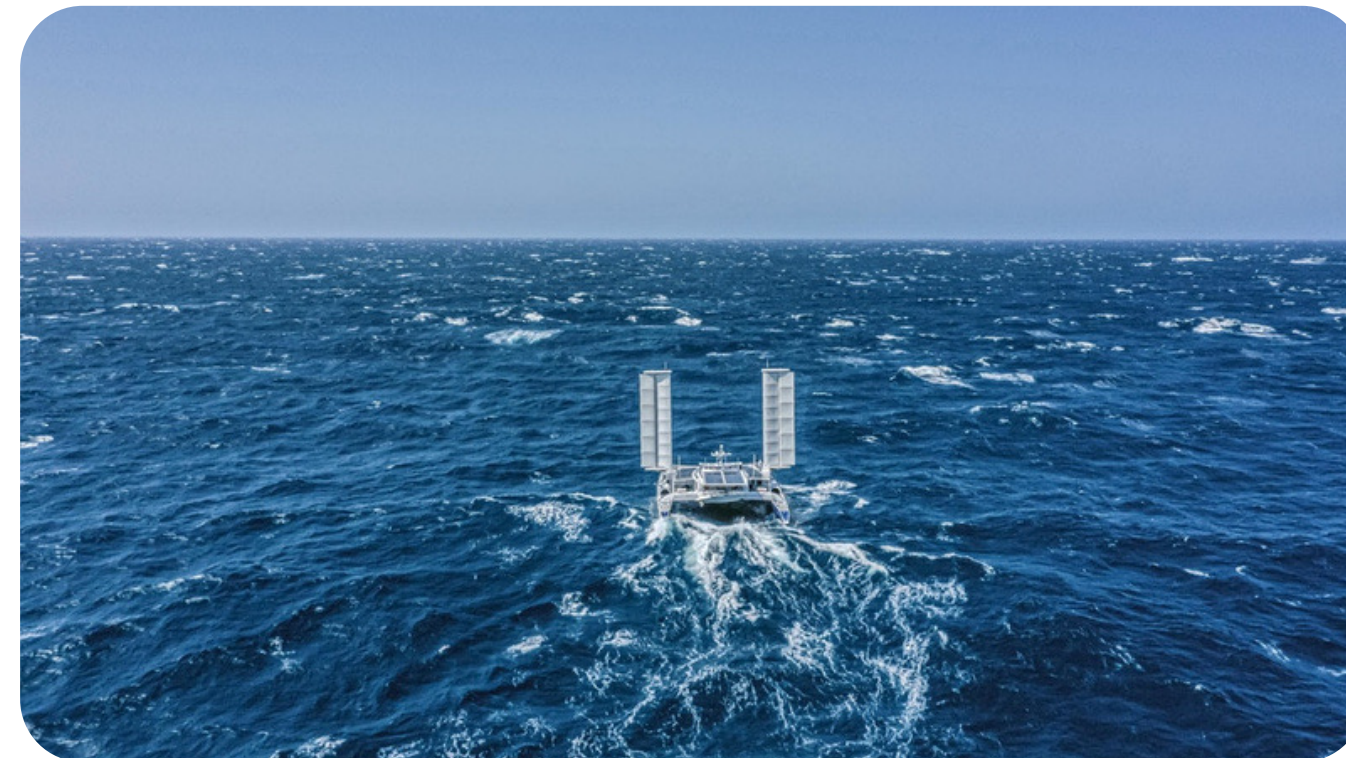
Quatre fois plus long que son prédécesseur, ENERGY OBSERVER 2 (EO2) est un modèle de navire à charge, alimenté par de l'hydrogène liquide, et naviguant avec zéro émission.

Ce démonstrateur a pour vocation la décarbonation des navires industriels de tailles moyennes. Un vrai défi technologique et environnemental visant à répondre aux objectifs de 2050 de l'OMI (*International Maritime Organization*).

À l'instar de EO1, le Cabinet compte accompagner, par son expertise juridique et son réseau, ce nouveau souffle du projet ENERGY OBSERVER.

Energy Observer est Leader en Énergie propre et Hydrogène vert

À travers sa filiale industrielle EODev, Energy Observer s'investit dans la transition énergétique pour fournir des solutions industrielles durables, fiables, performantes et accessibles utilisant l'hydrogène vert.



« EODev a présenté son générateur électro-hydrogène terrestre GEH2® et son range extender maritime REXH2® en fonctionnement jeudi 17 septembre (2020) sur le site de son partenaire et assembleur ENERIA, en présence de ses actionnaires. Des produits qui répondent aux objectifs du plan France Hydrogène, dévoilé (...) par le gouvernement dans le cadre de France Relance. (...) La découverte du GEH2® en fonctionnement sur le site d'ENERIA a révélé de nombreux enseignements. Fini le casque anti-bruit et le masque anti-pollution habituellement portés à côté d'un générateur diesel, place au bruit de l'eau rejetée par la pile à combustible dernière génération, fournie et intégrée par Toyota, déjà présente dans son modèle Mirai mais aussi dans le REXH2® d'EODev. Le GEH2® peut ainsi délivrer quelques 80 000 watts d'électricité en continu sans pollution, sans émissions de CO2 ni de particules fines et sans déchets. »

Source : <https://www.energy-observer.org/fr/innovations/eodev-geh2-solutions-hydrogene>



BUSINESS ANGEL SANTÉ

Le Cabinet s'implique activement dans le réseau Business Angel Santé (BA), par le biais de son Change Leader, Me Valérie Bensoussan, membre du conseil d'administration depuis 2017. Dans ce sens, le Cabinet apporte son expertise aux start-up medtech/biotech, à fort potentiel, afin d'accompagner leurs transitions ou la gestion de leurs levées de fonds.

Ce réseau, spécialiste de la santé en Europe, met en relation investisseurs et entrepreneurs, issus du secteur de la santé, pour stimuler son développement économique et appuyer le déploiement de solutions innovantes, par le biais d'importants investissements. Il en résulte entre autres : la création de nouveaux emplois, l'émergence de produits plus accessibles, l'accès immédiat à des données scientifiques...



LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED



DROITS DE L'HOMME

CRITÈRES 1 À 5.



LA COP DÉCRIT L'INTÉGRATION DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES ET LES UNITÉS OPÉRATIONNELLES

Donner la responsabilité exécutive de la stratégie de développement durable aux fonctions pertinentes (achats, affaires publiques, ressources humaines, juridique etc.), en s'assurant qu'aucune fonction ne soit en conflit avec les engagements et des objectifs de développement durable.

Miguérès Moulin étant un Cabinet d'avocats, tous les acteurs de l'organisation sont des partenaires et adhèrent tous à la politique du Cabinet en matière de Développement Durable et d'environnement consistant en l'optimisation de la consommation d'énergie, la réduction de l'empreinte écologique et en contribuant à l'atteinte des 17 ODD.

Aligner les stratégies, objectifs, et formes d'incitation de toutes les filiales et unités opérationnelles avec la stratégie de développement durable. Miguérès Moulin incite tous ses partenaires et fournisseurs à adopter une stratégie de Développement Durable.

Les partenaires au sein même de l'entreprise, qui constituent les différentes unités opérationnelles, adoptent tous la stratégie de Développement Durable en recyclant le papier, le carton, les cartouches d'encre pour imprimantes, en évitant les

gobelets jetables pour l'eau et le café, en privilégiant les bouteilles et contenants réutilisables et en mettant à disposition du café équitable. Ils doivent se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Attribuer la responsabilité en matière de développement durable à un individu ou un groupe dans chaque unité ou filiale. Chaque partenaire se représente lui-même et n'est affilié à aucune unité ou filiale.

Ainsi, chaque individu endosse la responsabilité en matière de Développement Durable et veille au respect de ses principes, par les membres de son équipe. La responsabilité en termes de partenariats se fonde sur une convention qui introduit dans ses articles l'obligation de se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et à des politiques intégrant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Les employés du Cabinet sont aussi tenus de respecter les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et se conforment aux mêmes normes que les partenaires.

CRITÈRE 2

LA COP DÉCRIT LA MISE EN ŒUVRE DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

Communiquer les politiques et attentes envers les fournisseurs et les autres partenaires professionnels.

Depuis octobre 2013, 100% des courriels du Cabinet sensibilisent à la réduction de l'empreinte écologique. Miguérès-Moulin insiste pour que tous les fournisseurs du Cabinet aient des bonnes pratiques environnementales.



LA COP DÉCRIT DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Engagement de se conformer à toutes les lois en vigueur et de respecter les droits de l'Homme internationalement reconnus, partout où l'entreprise opère (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, etc.).

Miguérès Moulin est un Cabinet d'avocats ; ainsi, tous les partenaires, étant pour la très grande partie des avocats aux Barreaux de Paris et même du Québec, New York et de Milan, se doivent de respecter les droits de l'Homme, conformément à leur formation et aux principes qu'ils défendent. De plus, tous les membres du Cabinet s'attachent à respecter les conventions internationales liées aux droits de l'Homme, telle la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Déclaration d'engagement disponible publiquement, communiquée en interne et externe à tout le personnel, les partenaires professionnels ou autres parties prenantes.

Une déclaration publique est disponible en interne et en externe dans le code des valeurs explicitement, qui démontre que la défense des droits de l'Homme est promulguée continuellement par le Cabinet.

Ainsi, lors de la signature, par chaque membre, d'une entente de confidentialité, une entente de confidentialité est sigée avec l'adhésion aux valeurs qui prônent le refus de l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme ou encore toutes formes de discriminations qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune. La politique du Cabinet appelle au partage, à l'esprit de paix et de cordialité.

Déclaration d'engagement intégrée ou séparée pour le respect et le soutien des droits de l'Homme, approuvée au plus haut niveau de l'entreprise.

L'exécutif et tous les partenaires au sein du Cabinet s'engagent à respecter et à soutenir les droits de l'Homme, comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat ainsi que le code des professions régies par les lois et règlements à Paris et dans les pays où le Cabinet agit.

LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES DES DROITS DE L'HOMME

Processus pour s'assurer que les droits de l'Homme internationaux sont respectés.

Toute forme de discrimination au sein du Cabinet ne peut entraîner qu'une des deux conséquences : Une formation plus accentuée et profonde des droits de l'Homme, ou si le concerné refuse cette formation, la rupture du partenariat avec le partenaire ou le stagiaire en question.

Sensibilisation interne et formation sur les droits de l'Homme pour la direction et les employés.

Les avocats au sein du Cabinet sont formés par leur métier à respecter et soutenir les droits de l'Homme. Les autres partenaires et stagiaires au sein du Cabinet sont quant à eux formés et sensibilisés sur les droits de l'Homme, afin d'éviter toute forme de discrimination, qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune.

Processus ou programmes en place pour soutenir les droits de l'Homme par : le cœur de métier ; investissement stratégique/philanthropique/social ; engagement public ; partenariats et/ou d'autres formes d'action collective.

La majorité des partenaires et associés au sein du Cabinet sont des avocats. Ainsi, leur métier les oblige à soutenir et à défendre les droits de l'Homme. Par ailleurs, le Cabinet Miguérès Moulin effectue aussi des donations aux ONG. En outre, le Cabinet en étant contributeur du Mémorial de la Shoah à Paris, s'engage en faveur des valeurs de paix, de rapprochement des cultures et de refus de l'intolérance. Chaque année le Cabinet, dans sa politique de philanthropie, choisit et soutient financièrement les organismes à but non lucratif qui soutiennent les droits de l'Homme ; et notamment dans les zones défavorisées.

LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX DROITS DE L'HOMME

Processus pour gérer les incidents que l'entreprise a causés ou auxquels elle a contribué pour les parties prenantes internes et externes.

Le processus, allant de la prévention à la gestion des conflits, repose à la base sur un entretien et une prise en compte du retour des collaborateurs, aux fins de satisfaction interne. De surcroît, la mise en place des systèmes de recueil des données est formalisée par l'implémentation du Baromètre de satisfaction interne (social). Ces dispositions prises, s'il s'avérait qu'il y ait un conflit à gérer, notre Cabinet applique de façon stricte la loi française pour les conditions de travail et le code de déontologie de notre profession, en matière de droit du travail.

Mécanismes de plainte légitimes, accessibles, réguliers, équitables, transparents, compatibles avec la loi, sources d'apprentissage continu, basés sur l'engagement et le dialogue.

Une enquête annuelle est faite anonymement auprès de l'ensemble des collaborateurs, afin d'évaluer leur perception du Cabinet et son management.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes.

Étant un Cabinet d'avocats, le Cabinet Miguérès Moulin se doit de faire respecter les droits de l'Homme au sein et en dehors du Cabinet, afin de garder son intégrité, sa réputation et son implication par la Responsabilité Sociétale dans ses cercles d'influence.



CONDITIONS DE TRAVAIL

CRITÈRES 6 À 8.



LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES NORMES DU TRAVAIL

Référence aux conventions internationales pertinentes (Conventions de l'OIT) et à d'autres normes internationales dans les politiques d'entreprises.

Miguérès Moulin respecte les droits de l'Homme et l'application des conventions de l'OIT, de façon factuelle, comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat.

Politique d'entreprise écrite pour respecter les droits du travail nationaux, respecter les standards internationaux dans les activités internationales, et engager le dialogue avec les représentants d'organisations d'employés (internationales, nationales ou sectorielles).

Le Cabinet applique la loi française concernant les conditions de travail de façon stricte. De plus, le code de déontologie de la profession d'avocat est appliqué rigoureusement au sein de l'organisation.



LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS AU TRAVAIL

Mécanismes de plainte, canaux de communication et autres procédures (par exemple mécanismes de dénonciation) disponibles pour les employés afin de rapporter des préoccupations, faire des suggestions ou demander conseil, conçus pour et fonctionnant en accord avec les représentants des organisations de travailleurs.

Le baromètre de satisfaction interne permet d'évaluer la perception de l'entreprise et son management du point de vue de l'ensemble des collaborateurs, par le biais d'une enquête annuelle faite anonymement, et basée sur un entretien de développement personnel pour chaque partenaire et stagiaire.

Sensibilisation interne et formation sur les normes du travail pour les dirigeants et les employés.

La formation continue est obligatoire dans le cadre de la déontologie de la profession des avocats du Barreau de Paris qui inclut, entre autres, la formation sur les normes du travail.



LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX NORMES DU TRAVAIL

Système pour tracer et mesurer la performance basé sur des mesures de performance standardisées.

La politique de recueil et de traitement des données mise en place dès la création de notre Cabinet, dans le cadre informatisé du logiciel PolyOffice, claires et accessibles par tous, permet une évaluation des performances individuelles et la maîtrise des relations avec la clientèle sur une base d'absolue transparence, en matière de facturation.

Audits ou autres mesures pour contrôler et améliorer les normes du travail des entreprises dans la chaîne logistique, en ligne avec les normes du travail internationales.

Le Cabinet partenaire tiers BENKHALIFA | CABINET MBC INC, expert en RSE et Développement Durable à Montréal, est la partie tierce qui supervise les politiques concernant les normes du travail au Cabinet Miguérès Moulin.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.

La santé de ses membres, collaborateurs et clients étant placée en haute priorité, le cabinet, porté à la haute vigilance, veille à l'application du protocole sanitaire lié à la pandémie de la Covid-19, tout en gardant son personnel. Le travail est conduit en présentiel trois jours, dans le respect des mesures de protection et de prévention des risques de contamination ; le reste de la semaine est assuré par le télétravail.

ENVIRONNEMENT DURABLE

CRITÈRES 9 A 11.



LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Référence aux conventions internationales pertinentes et à d'autres dispositifs internationaux (par exemple la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement).

Le Cabinet Miguérès Moulin et ses membres poursuivent, avec une volonté ferme d'agir, l'atteinte et le respect de la déclaration de Rio des Nations Unies (17 ODD). Le Cabinet supporte et s'engage à respecter les normes du UN Global Compact, la Déclaration de Rio sur l'Environnement et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Réflexion sur la pertinence de la gestion durable de l'environnement pour l'entreprise.

Notre organisation se fixe comme objectif d'investir au-delà de l'obligation légale en budget formation pour atteindre le niveau des 2/3 des salariés bénéficiant au minimum d'une formation par an. Cette volonté s'articule autour d'objectifs ayant pour axe principal l'ouverture de niche de marché et de développement des affaires dans les métiers en lien avec le Développement Durable.



LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sensibilisation interne et formation sur la gestion durable de l'environnement pour la direction et les employés.

Tous les membres de l'équipe sont encouragés à :

- Réutiliser les côtés vierges des papiers usagers ;
- Faire des photocopies recto/verso ;
- Éteindre les appareils électroniques et les lumières ;
- Utiliser des tasses et verres personnels ;
- Utiliser de la vaisselle réutilisable pour les clients ;
- Utiliser les courriels et les nouvelles technologies autant que possible au lieu du papier, afin de partager l'information.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.

Le Cabinet Miguérès Moulin a entrepris plusieurs actions environnementales, afin de réduire son empreinte écologique en favorisant le recyclage, dont :

- Un contrat avec la société Shred-It pour la récupération et le traitement des déchets et papier ;
- Recyclage de 100% des consommables de photocopieurs et imprimantes à travers le programme Ecobox de Xerox.

LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT

Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats.

Le Cabinet partenaire tiers BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., expert en RSE et Développement Durable à Montréal, est la partie qui supervise les politiques concernant l'environnement au Cabinet Miguérès Moulin et qui assure le suivi et la gestion du département RSE-Développement Durable du Cabinet créé à cet effet. Le Président, étant celui qui prend les décisions concernant les politiques du Cabinet, celui-ci est toujours à l'écoute de ses partenaires, afin de trouver des solutions collectives avec les équipes et à mettre en place en synergie, afin de réduire l'empreinte écologique du Cabinet et lutter contre les changements climatiques. Et ce, dans le cadre de l'engagement du Cabinet cherchant à contribuer au treizième Objectif de Développement Durable (ODD) intitulé : «Mesures relatives à la lutte contres les changements climatiques».



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CRITÈRES 12 A 14.



LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DE L'ANTI-CORRUPTION

Soutien de la direction envers la lutte contre la corruption.

L'AARPI Miguérès Moulin, étant un Cabinet d'avocats, le code de déontologie de la profession d'avocat y est appliqué rigoureusement. Aussi, la direction, composée d'avocats, condamne toute forme de corruption qu'elle soit au sein du Cabinet ou avec les partenaires.

Déclaration de soutien aux structures légales régionales et internationales pertinentes (par exemple la Convention des Nations Unies contre la corruption).

Le Cabinet informe et sensibilise effectivement, via le site internet, tous ses partenaires et collaborateurs quant à son soutien et son adhésion au Pacte mondial des Nations Unies - UN Global Compact et adhère aux bonnes pratiques, en lien avec la Convention des Nations Unies contre la corruption. <https://mmlaw.fr/cabinet/>



LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Séparation des pouvoirs en interne pour assurer la cohérence avec l'engagement anticorruption.

Selon le Règlement Intérieur du Barreau de Paris, l'avocat doit veiller à ce que sa facturation n'affiche que ses propres services, à ne pas être subordonné par quelconque partie et ne doit accepter aucune commission ou cadeaux de la part d'une partie tierce :

Constitue notamment une atteinte à l'indépendance le fait, directement ou indirectement :

- D'accepter d'être partie à un mécanisme conduisant à une répartition ou à un partage des résultats ou au rééquilibrage des rémunérations en France ou à l'étranger avec des professionnels non avocats.
- D'accepter une relation de subordination de l'avocat ou un contrôle hiérarchique de l'exécution de ses missions par d'autres professionnels non avocats, notamment ceux ayant une activité de caractère commercial. L'avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire doit veiller en toutes matières à ce que la

facturation fasse apparaître spécifiquement la valeur de sa propre prestation .

- 100 % de notre comptabilité est en conformité scrupuleuse avec les règles comptables locales, ainsi que les obligations fiscales dans l'enregistrement de tous les flux financiers; et ce dans le respect de la réglementation en France.
- La direction a la responsabilité de mettre en œuvre les engagements et politiques anticorruption ;
- La direction du Cabinet est composée d'avocats qui respectent et font respecter scrupuleusement le code de déontologie de leur métier qui leur octroie une forte responsabilité en matière d'anti-corruption.

CRITÈRE 14

LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À L'ANTI-CORRUPTION

Processus pour gérer les incidents.

Le processus mis en place pour gérer les incidents liés à la corruption est conforme aux lois et règlements de la France et au code de déontologie et de l'éthique professionnelle du Barreau de Paris



SOUTENIR LES OBJECTIFS DES NATIONS UNIES

CRITÈRES 15 A 18.



LA COP DÉCRIT LES CONTRIBUTIONS DU CŒUR DE MÉTIER AUX OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUES PLUS LARGES DE L'ONU

Aligner la stratégie du cœur de métier avec un ou plusieurs Objectifs des Nations Unies pertinents.

Au travers du partenariat avec des ONG pour lesquelles le Cabinet donne des contributions annuellement, nous mettons tout en œuvre afin de lutter contre la faim et l'extrême pauvreté, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et préserver l'environnement ; Et nous prenons un engagement ferme à la promotion de 9 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies ; à savoir :

ODD 3 « Bonne Santé & Bien-Être », **ODD 4** « Education de qualité », **ODD 5** « Égalité entre les sexes », **ODD 8** « Travail décent et croissance économique » et **ODD 10** « Inégalités réduites », **ODD 7** « Énergie Propre et d'un coût abordable » et **ODD 13** « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques », **ODD 16** « Paix, Justice et Institutions efficaces », **ODD 17** « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».



LA COP DÉCRIT DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES SOCIAUX ET DE PHILANTHROPIE

Rechercher des investissements sociaux et des contributions philanthropiques liés au cœur de métier ou au contexte opérationnel de l'entreprise, en tant que partie intégrante de sa stratégie de développement durable.

Le Cabinet a aussi une politique de formation des jeunes et de la relève dans le Développement Durable à travers des stages offerts au sein même du Cabinet. Le Cabinet pratique aussi le Probono, afin d'aider les personnes non fortunées ou démunies à se défendre juridiquement sans qu'elles doivent s'acquitter de la totalité des honoraires demandés à un client régulier. Le Cabinet Miguérès Moulin finance aussi, annuellement, des ONG qui soutiennent les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.



LA COP DÉCRIT UNE PRISE DE POSITION ET UN ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE POLITIQUE PUBLIQUE

Engagement public sur l'importance d'agir sur un ou plusieurs objectif(s)/thème(s) des Nations Unies.

Le Cabinet Miguérès Moulin s'engage dans la promotion de la diversité culturelle et du rapprochement des peuples et des cultures et encourage la création artistique comme outil de la promotion de la paix. Aussi, les membres du monde entier de l'ABL, dont fait partie le Cabinet, se réunissent chaque année lors de leur Assemblée générale. Et, dans cette Assemblée, Me Emmanuel Moulin, Président du Cabinet, sensibilise à la Paix dans le monde.

Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.

En partenariat étroit avec des ONG accréditées auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), nous soutenons l'organisation de la journée internationale du « Vivre Ensemble en Paix » en mai 2022.



LA COP DÉCRIT DES PARTENARIATS ET UNE ACTION COLLECTIVE

Développer et implémenter des partenariats avec des organisations publiques ou privées (entités des Nations Unies, Gouvernement, ONG ou autres) sur le cœur de métier, les investissements sociaux et/ ou «advocacy».

Le Cabinet Miguérès Moulin est en partenariat avec le Cabinet BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. qui est aussi membre du Pacte mondial des Nations Unies. Ce partenariat vise, entre autres, à l'incubation de talents étrangers dans le Développement Durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises au Québec. Dans ce même esprit, le Cabinet entretient des relations avec des ONG accréditées par le Conseil économique et social des Nations Unies, dans le cadre de la promotion de la paix dans le monde et le vivre-ensemble tous les 16 mai pour célébrer la Journée Internationale du Vivre Ensemble en Paix (JIVEP).

Aussi, dans une volonté de multiplier nos interventions et les étendre à plusieurs secteurs, nous avons co-crée avec nos partenaires le réseau Techfast, aux fins de promouvoir les technologies digitales du futur.



GOUVERNANCE & LEADERSHIP DE LA RSE

CRITÈRES 19 A 21.



LA COP DÉCRIT L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTION

Le Président promeut des initiatives améliorant la durabilité du secteur d'activité de l'entreprise et conduit le développement de standards pour l'industrie.

Lors de la prochaine réunion de l'ABL à Tokyo, en 2022, notre CEO, Senior Partner, interviendra en ce sens pour proposer la création d'un Business Unit dédié au Développement Durable et à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Ce Business Unit, unique en son genre dans le milieu des avocats internationaux, sera codirigé avec un Cabinet, qui deviendra alors membre du réseau, reconnu pour son leadership en la matière qui est BENKHALIFA|CABINET (MBC) INC. Le Président promeut continuellement les principes du Pacte mondial des Nations Unies et l'importance de l'implémentation de programmes de Développement Durable. Le Président pousse aussi ses partenaires à adhérer aux principes du Pacte mondial des Nations Unies et à adopter des initiatives pour le Développement Durable. En outre, il initie à la démarche de l'ISO 26000 qui promeut la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Le Président mène l'équipe de direction exécutive dans la conception de la stratégie de développement durable, définissant les buts et surveillant leur mise en œuvre.

Le Cabinet, avec la ferme volonté de son CEO, s'est doté d'un département RSE – Développement Durable (RSE-DD) confié à BENKHALIFA|CABINET (MBC) INC. pour mettre en œuvre sa politique de Développement Durable, où le CEO et le change leader sont personnellement impliqués.

La COP décrit l'adoption par le Conseil d'administration et la surveillance

Le Conseil d'administration (ou équivalent) assume la responsabilité et la surveillance de la stratégie et de la performance long terme de la RSE.

Par le biais de son département RSE-DD, de l'implication des associés et sous le leadership du CEO, le Cabinet s'engage publiquement à la transparence quant aux programmes implémentés de RSE et de Développement Durable. Il veille aussi à accompagner ses clients dans leur politique de Développement Durable, ainsi que leur politique environnementale.

Le Conseil d'administration établit, où cela est possible, un Comité de suivi ou attribue la RSE à un membre du Conseil.

Pour mettre en œuvre sa politique de Développement Durable, le département RSE - Développement Durable étant confié à un tiers crédible qui est BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. Celui-ci est sous la supervision directe du CEO du Cabinet Miguérès Moulin.



LA COP DÉCRIT L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Consulter les parties prenantes concernant les dilemmes et défis de mise en œuvre et les inviter à prendre activement part à l'examen de la performance.

La mise en place d'outils de pilotages simples et pratiques sont en permanence développés au sein de notre Cabinet permettant d'assurer un management efficient, tant collectif qu'individuel. Il s'agit concrètement :

- de formats électroniques d'invitation et suivi de réunion permettant d'implémenter avec précision le suivi de toutes les décisions sans qu'aucunes ne puissent être négligées ;
- d'amélioration de l'application du principe du « droit à l'implication », une des valeurs promues au sein du Cabinet pour stimuler et surtout permettre initiatives et innovations ;
- d'une meilleure implication des équipes dans la stimulation de la force de proposition qui représente un enjeu que nous soutenons et soutiendrons.





COMMUNICATION
ON PROGRESS



This is our **Communication on Progress** in implementing the Ten Principles of the **United Nations Global Compact** and supporting broader UN goals.

We welcome feedback on its contents.



+33 1 72 00 23 72



45 avenue Montaigne, 75008 Paris



contact@mmlaw.fr



www.mmlaw.fr